



Le « pacte de confiance » Hollande – Gattaz n'est ni amendable, ni négociable,

IL FAUT IMPOSER SON RETRAIT !

Tract édité par les comités NPA Seine-Eure – Février 2014

Le gouvernement PS-MEDEF, c'est maintenant !

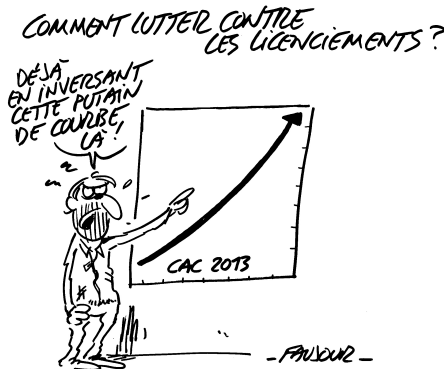
D'ici 2017, 30 milliards de cotisations versées chaque année par les patrons des entreprises privées pour financer la « branche famille » de la Sécu ne seront plus versés. Ces cotisations (tant « salariales » que « patronales ») sont la partie « socialisée » de notre salaire, c'est à dire « mise au pot commun » de la Sécu. Ça passera de notre poche à celle des patrons. Le hold-up du siècle !

Ce prétendu « pacte de confiance » prépare le retour à une assistance minimum payée par les impôts (essentiellement des salariés) et complétée, pour ceux qui le pourront, par des assurances privées, comme aux USA ou en Grande-Bretagne. Ce que le patronat réclamait depuis des années !

Hollande câline les patrons... mais eux ne s'engagent à rien

Pour faire un écran de fumée, le MEDEF assure que la « création d'un million d'emplois » est « possible à condition qu'un certain nombre de choses bougent ». Mais il ne s'engage à rien, afin d'éviter que « ce pacte se transforme en contraintes ». Et il en rajoute en réclamant 60 milliards de prélèvements en moins d'ici 2017, soit le double du cadeau de Hollande.

Mais qui peut croire à de telles sornettes ? Ça fait plus de 30 ans que les exonérations de cotisations sociales des entreprises augmentent (27,6 milliards en 2012). Cela n'a empêché ni licenciements, ni chômage record. La presse économique parle de 150 000 licenciements dans les mois qui viennent, pas de la création d'un million d'emplois !



C'est tout autre chose qu'il faudrait : mettre fin aux exonérations de cotisations sociales, réduire le temps de travail, interdire les licenciements

Un plan d'austérité draconien

« En 2014, nous allons réaliser 15 milliards d'économies. Entre 2015 et 2017, nous devons dégager au moins

50 milliards de plus » a déclaré Hollande. C'est nous qui paierons la note, avec une destruction sans précédent des services publics et une baisse massive des prestations sociales.

Refuser le piège du « dialogue social »

Toutes les organisations syndicales, qui parlent au nom du monde du travail devraient refuser de discuter avec les patrons et les ministres les « contreparties » à la liquidation de la Sécurité Sociale.

Car il n'y a rien à négocier. Le coup du « dialogue social », on nous l'a déjà fait trop de fois. Le résultat, c'est la garantie d'une défaite sans combat. On a vu ça face à la contre-réforme des retraites ou aux accords pourris de compétitivité, machines de guerre contre le droit du travail. Il n'y a rien à discuter. Il faut se préparer à l'épreuve de force contre ce gouvernement et le patronat.

La mobilisation de tous ceux – syndicats, associations et partis - qui veulent s'opposer à cette offensive est la seule solution pour imposer le retrait du « pacte de confiance ». Les fachos, réacs, homophobes et anti-avortement qui battent le pavé, ça suffit ! Comme Olivier Besancenot l'a proposé, il faut dès que possible, un « **week-end de révolte contre l'austérité, qui fasse apparaître les visages de ceux qui ont le cœur à gauche, les anti-racistes, anti-fascistes, celles et ceux qui sont contre la politique d'austérité du gouvernement.** »

Pour prendre contact avec nous

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

A retourner à : Philippe THOUEMENT, conseiller municipal, 9 bis, rue du 11 novembre - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27 hotmail.fr

Site : bulletindestrailleurs.over-blog.com

SANOFI PASTEUR : GARDER LE CAP

Sur l'ensemble du groupe, 3000 personnes ont participé aux actions du 14 janvier contre le gel des salaires, pour l'emploi, contre la précarité. Ce n'est pas rien, mais bien insuffisant pour déstabiliser la direction.

Ce 14 janvier, c'est malheureusement aussi le jour où deux syndicats très agiles du stylo ont signé le mal nommé "Plan de Sauvegarde de l'Emploi", pour le site de recherche de Toulouse, alors que 79% des salariés de ce site (le plus concerné par les suppressions de postes) s'étaient exprimés contre. Un plat de lentille qui leur rapporte quoi ?

La direction ne comprend qu'un seul langage : notre résistance. Echaudée par les actions réussies de requalification de CDD en CDI, elle tente quand même de continuer à appliquer sa recette éculée de gestion par la précarité, en cherchant à faire tourner le maximum de services avec le maximum de précaires en contrats à courte durée. Le combat continue pour imposer autant d'embauches en CDI qu'il y a de besoins !

A CLEON LE CHANTAGE TUE

Dans la nuit du 21 au 22 avril 2013, un technicien de 35 ans s'est suicidé à Renault Cléon. En décembre, les résultats des enquêtes du CHSCT, de Technologia et de l'inspection du travail le confirmaient: il est passé à l'acte sous la pression de la direction. Celle-ci le menaçait parce qu'il participait à la grève contre l'accord de compétitivité entraînant la suppression de 17 à 21 jours de congés annuels. Dans une lettre manuscrite, il avait dénoncé un « chantage à la nuit »: s'il continuait la grève, il serait muté à un poste à la journée et perdrait sa prime de nuit, soit 25% à 30% de son salaire. Une plainte pour harcèlement moral est lancée contre Renault SAS. Encore une fois, nos vies valent plus que leurs profits !

PAS D'AYRAUTPORT A NOTRE DAME DES LANDES !

Ce projet est inutile socialement, dévoreur de fonds publics, dévastateur écologiquement et destructeur de terres agricoles. Le vrai but, c'est de satisfaire les appétits de Vinci et de quelques potentats locaux. Mais ça résiste, comme au Larzac il y a 30 ans : une opposition de gauche radicale et concrète à la politique du gouvernement Hollande-Ayrault et ses ministres-potiches EÉLV. Un recul à Notre-Dame-des-Landes serait un bel encouragement pour l'ensemble du mouvement social. **La manifestation à NDDL le 22 février est déterminante.**

PRENDRE AUX PLUS NOMBREUX

Ceux et celles d'entre nous qui payent des impôts auront en 2014 un impôt supérieur, calculé sur un montant salarial plus élevé que ce que nous avons gagné réellement en net en 2013.

Le gouvernement a décidé de fiscaliser la part patronale de notre complémentaire santé obligatoire. Il ose même parler d'une « niche fiscale » qui concerne près de 15 millions de salariés. Parallèlement, les milliards pleuvent sur la tête des capitalistes. Et par exemple, le « Crédit Compétitivité » lui n'est bien sûr en rien une niche fiscale ! Ne parlons même pas des comptes en Suisse ou aux îles Caïman, qui seraient pourtant très simples à récupérer avec un peu de volonté.

LES CHIFFRES : + 30%, -8,6%

30%, c'est l'augmentation au 1^{er} janvier de 3 dirigeants de Dexia, la banque en faillite pour avoir fait n'importe quoi. Alors qu'il faudrait les exproprier, ils sont passés de 340 000 à 450 000€. Que chacun-e compare avec ses NAO ! -8,6% soit 100 000 emplois d'intérimaires détruits en 2 ans. Au lieu de garantir l'emploi par l'interdiction des licenciements, on nous sort maintenant un prétendu « CDI intérimaire ». Un cataplasme sur une jambe de bois !



L'HERITIÈRE LE PEN PAS GÊNEE PAR LES MILLIARDS POUR LES PATRONS

Pas un mot pour remettre en cause ce nouveau pactole au patronat. Pas un mot pour dénoncer le coût exorbitant de « l'assistanat » dont bénéficient les entreprises depuis plus de 30 ans, sans aucun effet sur l'emploi. Alors, pour qui roule le Front National ?

SUPPRESSION DU PEAGE D'INCARVILLE

Halte au racket ! Transformation de l'A13 en rocade péri-urbaine gratuite entre Incarville et Maison brûlée !